

Questions orales

J'aimerais que le ministre me dise pourquoi le gouvernement n'a pas désigné comme essentiels les postes d'inspecteurs et de peseurs de céréales comme il l'a fait pour au moins un tiers de la fonction publique.

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, comme le sait le chef de l'opposition, les désignations se font par entente entre les deux parties et, dans le cas des postes dont il parle, il n'y a pas eu d'entente. Nous examinerons la question parce que je conviens avec lui que la situation est tragique pour les agriculteurs ce que certains d'entre eux essaient de nous faire comprendre.

C'est pourquoi j'espérais qu'en retournant à la table des négociations avec l'Alliance et en présentant de nouvelles offres, les négociations aboutiraient. Je crois que tout le monde était d'accord avec cela. C'est pourquoi, aussi, nous avons suspendu le projet de loi de retour au travail. Malheureusement, nous avons obtenu nos réponses à la télévision qui nous a montré des gens reniant un engagement solennel et reprenant la grève.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, il y a 26 navires de cargaison amarrés à Vancouver en ce moment et les fermiers canadiens sont dans une situation complètement désespérée. Le ministre dit qu'ils n'ont pas voulu faire une entente avec ces employés essentiels, les responsables du pesage et les inspecteurs. Je demande au ministre: Combien de fois ces gens-là ont-ils essayé de l'obtenir? Suivant nos informations, le gouvernement n'a pas cherché très fort, et on soupçonne vraiment que le gouvernement a voulu monter les fermiers contre les syndicats pour satisfaire leur agenda de droite.

• (1420)

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je ne crois pas que la situation difficile dans laquelle nous vivons soit améliorée par des déclarations qui sont peut-être intéressantes politiquement, mais qui ne règlent rien.

J'aimerais rappeler au chef de l'Opposition officielle la déclaration de M. Daryl Bean avant même que nous déposions notre Budget, donc avant même que le ministre des Finances de l'époque fasse connaître la position salariale du gouvernement. Il a dit: «Nous commençons à nous préparer pour une grève le lendemain du discours sur le Budget, si le gouvernement fédéral ose mettre un plafond au salaire des employés de la fonction publique.» Le lendemain, il ajoutait: «Je me fous que le gouverne-

ment légifère ou non. Cela n'a aucune espèce d'importance. Je n'ai aucunement l'intention d'obéir à ses lois.»

Alors, si vous croyez que c'est le climat favorable dans lequel faire des négociations, je crois que cela est mal parti. Nous avons essayé calmement de revenir à la table, à l'intérieur d'un mandat restreint, parce qu'il n'est pas question d'augmenter les taxes ou d'augmenter le déficit. Nous essayons de réduire nos dépenses et nous l'avons fait partout, comme l'ont fait d'ailleurs un grand nombre de gouvernements, y compris les gouvernements libéraux placés dans les mêmes circonstances. Sauf qu'eux, au lieu de négocier comme nous, ils ont légiféré immédiatement. On a essayé, nous, de régler par la négociation.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je tiens à dire au ministre que jamais le gouvernement provincial n'a accordé de primes se situant entre 60 000 \$ et 80 000 \$ quelques semaines avant de prendre cette décision.

Si le ministre est sérieux—il était en train de nous dire qu'il savait avant même la présentation du budget que le syndicat était d'humeur à provoquer une confrontation—pourquoi a-t-il été assez négligent pour ne pas retenir entre-temps les services d'un médiateur qui aurait pu proposer au gouvernement et au syndicat quelques solutions? Pourquoi a-t-il choisi la confrontation plutôt que la médiation?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous n'avons pas cherché l'affrontement, mais seulement le moyen de nous attaquer au déficit et à la dette nationale.

Le chef de l'opposition, ce qui m'étonne, tente de se faire du capital politique en parlant des primes. Ce n'est pas vrai. Il le sait très bien. Je peux réaffirmer très solennellement ici à la Chambre que personne n'obtiendra d'augmentation de salaire et personne n'obtiendra de prime.

Au moment de l'établissement du budget, nous avons tenu compte de la récession, de la diminution des recettes et de l'accroissement des dépenses et nous avons décidé de ne pas faire comme les libéraux et d'alourdir la dette en empruntant. Nous avons décidé de nous serrer la ceinture. Nous n'avons pas voulu un affrontement avec le syndicat. Nous avons éliminé 10 p. 100 des postes de cadres. Nous avons plafonné les transferts aux provinces. Nous avons pris beaucoup de décisions difficiles, y compris celle d'imposer les zéro et trois. Nous voulions donner un exemple. Les provinces l'ont suivi et ça marche.